

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

« *L'avenir appartient à ceux qui ont l'énergie de l'imaginer et de le construire.* »
 Slogan de la firme Newcleo.

Vous vous souvenez peut-être du discours d'Emmanuel Macron, à Belfort en février 2022, qui au nom de la sobriété énergétique annonçait la relance d'un grand programme nucléaire en France. Le président déclarait ainsi vouloir une montée en charge de la filière électro-nucléaire grâce à la construction de six nouveaux EPR2 à l'horizon 2035, accompagnée d'une étude portant sur la construction de huit EPR2 additionnels. Il proposait aussi d'engager 1 milliard d'euros dans la recherche et l'innovation, grâce au plan « choose my France 2030 », en faveur notamment de projets innovants comme les Petits Réacteurs Modulaires (ou Small Modular Reactor en anglais). Son arme secrète : faire émerger un écosystème de start-up très concurrentielles permettant de tripler notre production d'électricité bas carbone d'ici 2050.

De tels choix pouvaient alors surprendre après le récent abandon du réacteur nucléaire surgénérateur Astrid, en 2019, principalement en raison de normes sécuritaires complexes et d'une viabilité économique incertaine. Toujours est-il qu'en une poignée d'années, une dizaine de nouvelles entreprises porteuses de différents projets SMR allaient voir le jour dans le paysage industriel français, avec des noms aussi exotiques qu'abscons comme Naa-reia, Hexana, Stellaria, Jimmy ou encore Newcleo, start-up italienne la mieux financée du moment grâce à d'importants dispositifs public-privé. Une course aux subventions s'engageait alors dans ce secteur particulièrement stratégique pour une place au soleil dans l'Eldorado de l'atome. Mais pour autant, si Newcleo est l'arbre qui cache la forêt des petits réacteurs nucléaires français, sa technologie est-elle viable ? Et que se cache-t-il réellement derrière cette relance technologique de la filière nucléaire civile ? Et pour quelle redistribution des enjeux

nucléaires dans le monde ?

Une nouvelle géopolitique de l'atome

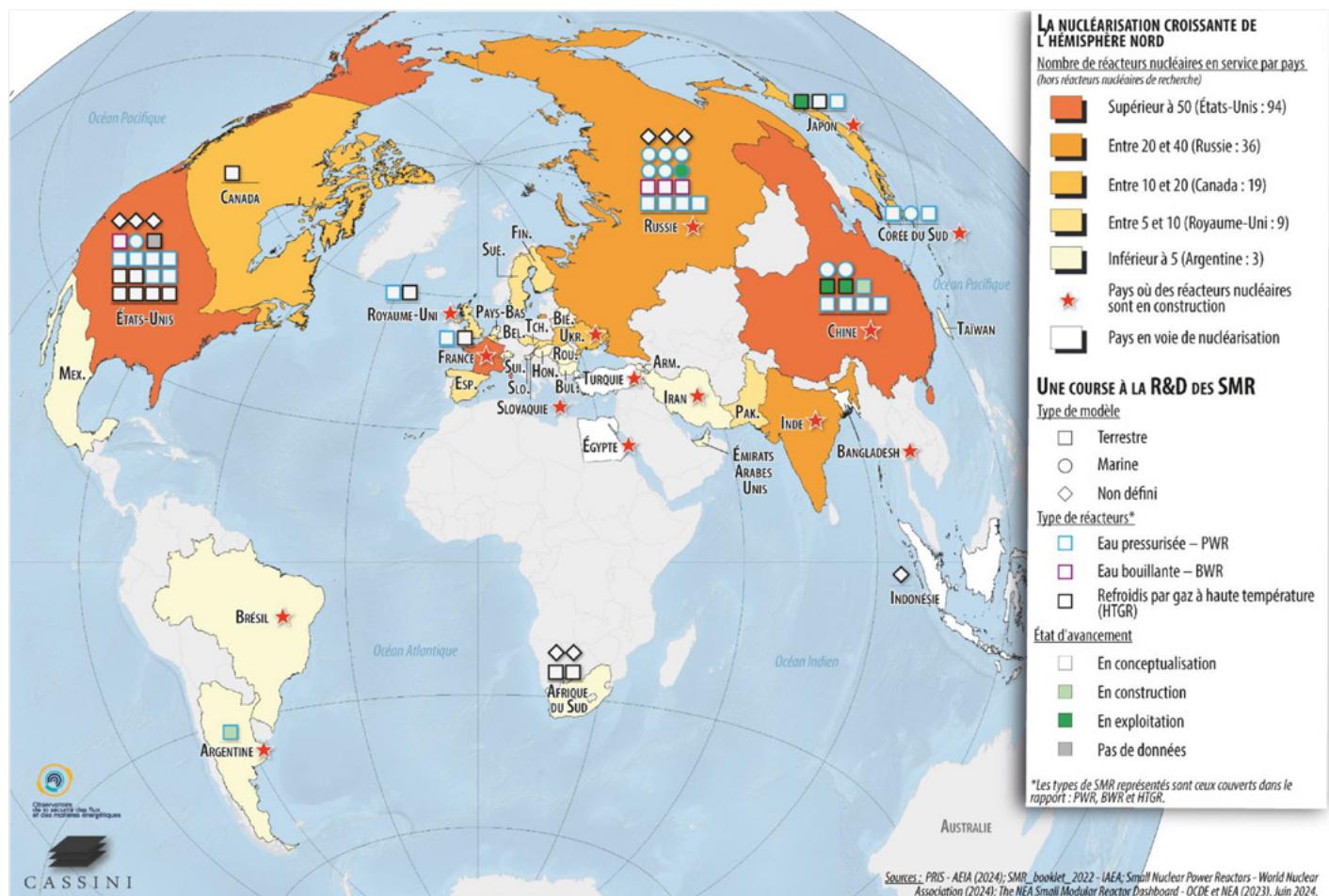
Malgré de nombreuses incertitudes persistantes sur leur rentabilité économique, les SMR se sont progressivement imposés dans les réflexions stratégiques et l'espace médiatique comme la panacée du renouveau nucléaire. De nombreux États se mobilisent ainsi pour s'imposer sur ce marché naissant, où maîtrise technologique et influence géopolitique se confondent. Partout en effet la bulle SMR s'active pour des enjeux d'hégémonie sans pareille, avec plus ou moins de réussite. Le rapport de veille sur l'énergie nucléaire de 2025 a examiné les SMR à l'échelle mondiale. Le constat est sans appel : il n'y a que trois SMR en exploitation dans le monde pour une centaine de projets en cours de conception. La Chine, qui explore toutes les technologies de réacteurs, exploite depuis 2023 deux réacteurs à haute température refroidis au gaz et elle construit un SMR à eau pressurisée dont la mise en service commerciale est prévue pour 2026. La Russie est elle aussi très avancée sur le sujet, mais ne cherche pas forcément à concurrencer les réacteurs de forte puissance avec des SMR, préférant au contraire se positionner sur des marchés de niche. C'est l'objectif de l'Academic Lomonosov, une centrale nucléaire flottante considérée comme la première centrale SMR au monde. Elle est amarrée depuis 2019 au port de Pevek, la ville la plus septentrionale de Russie, ultime relais sur la route maritime du Nord qui offre de nouvelles perspectives géostratégiques avec le réchauffement climatique. Mais le rapport de la SFEN fait aussi état de dépassements de coûts astronomiques (+ 300 % pour le projet chinois et + 400 % pour les projets russes) avec des délais de production qui eux aussi s'envolent et s'orientent plutôt à des échéances de 10 à 12 ans quand toutes les firmes promettent des délais de construction de 3 à 4 ans.

Dans les pays occidentaux, aucun SMR n'est encore en service à ce jour.

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

Le Canada semble bien avancé avec la construction de quatre SMR, dont la première unité devrait démarrer en 2030. Le Royaume-Uni un premier SMR porté par Rolls-Royce est en cours d'examen réglementaire. Quant au géant américain NuScale, il rencontre de grandes difficultés pour planter ses SMR faute de financements suffisants qui garantissent un coût de l'énergie attractif. Mais les armées établies s'intéressent de près à ces petits réacteurs nucléaires qui offrent de nouvelles possibilités de déploiement géostratégiques en zones d'interventions isolées, et les géants du numérique, les Gafam ou encore la Nasa surveillent attentivement cette évolution de la technologie SMR. En France enfin, un projet baptisé « Nuward », regroupant EDF, TechnicAtome, Naval Group

et le CEA doit permettre la construction d'un prototype de SMR européen à l'horizon 2030. Et ironie du sort, le président Macron a également relancé le surgénérateur Astrid (en mars 2025) après son abandon précipité. C'est dans ce contexte, donc, qu'apparaissent les start-up du secteur, dont l'italienne Newcleo, qui a de quoi être fortement inquiétée tant les enjeux de licence et de crédibilité sont énormes dans ce secteur hautement concurrentiel. Car derrière l'argument d'une énergie propre se cache non seulement le vieux rêve d'ingénieur d'une énergie sans fin, mais également le spectre d'une économie juive à l'avant-garde de la relance mondiale du nucléaire, pourtant en totale phase de déclin.



Les petits réacteurs modulaires : l'émergence d'un outil stratégique du nucléaire civil.
 Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, juillet 2024.

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

De quoi les petits réacteurs nucléaires sont-ils le nom ?

Comme leur nom l'indique, les SMR sont construits sous forme de modules en série qui intègrent l'ensemble des composants nécessaires à la production d'énergie par fission nucléaire mais peuvent être facilement transportés sur barge, par le train, voire en avion, pour s'adapter à une demande évolutive sur différents sites d'opérations. Ils permettent ainsi d'opposer à l'échelle gigantesque d'une centrale une échelle modulable selon les besoins effectifs de tel ou tel bénéficiaire. En revanche, leur capacité de production électrique, d'après la norme définie par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), doit rester inférieure à 300 MWe (contre 900 à 1600 MWe environ pour un EPR classique). Ce sont des réacteurs de 4e génération dont certains, comme dans la technologie EPR, fonctionnent à eau pressurisée, ce sont les SMR « classiques », tandis que d'autres utilisent des caloporteurs différents tel que du sodium, du gaz, du métal liquide, des cristaux de sel, du graphite. On parle alors d'AMR pour Advanced Modular Reactor. Et parmi tous ceux-là, certains encore sont dits à neutrons rapides car ils n'ont pas de modérateur pour stabiliser la fission. Cette absence de modérateur permet d'augmenter la fission par fracturation de plus lourds atomes et de produire ainsi une plus grande quantité d'énergie, avec, à priori, moins de déchets en sortie de cycle. Cette capacité à « sur-générer » du combustible, tout en produisant de l'énergie, a donné le nom de « surgénérateur » à ce type de réacteur.

Depuis plusieurs décennies donc, diverses technologies sont à l'étude dans cette recherche de surgénération nucléaire, et chacun cherche le mix idéal entre caloporteur et combustible pour un meilleur rendement possible. Il y a cependant beaucoup trop de tailles et de technologies différentes, plus ou moins bien financées, pour que l'avenir de cette filière SMR soit à ce jour lisible, car si les

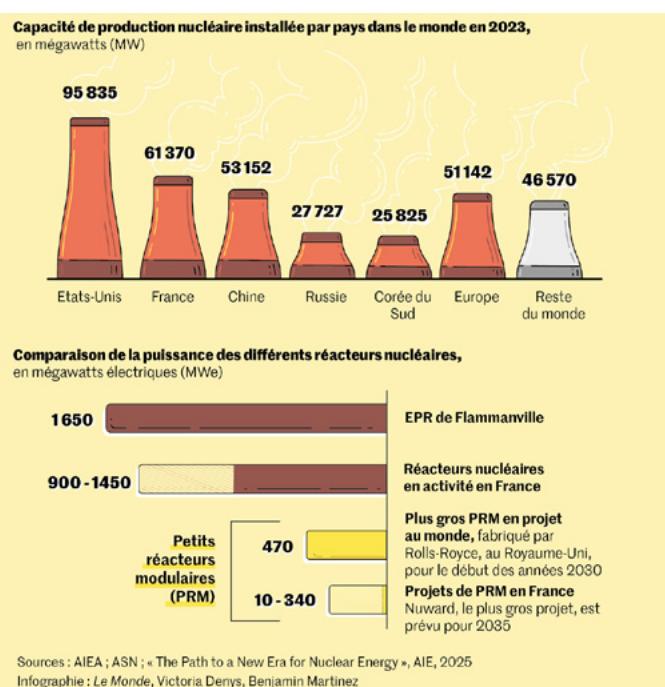
procédés sont connus en laboratoire depuis les années 1950, leurs expérimentations n'ont jamais pu être structurées à l'échelle industrielle. En France, notamment, le projet Phénix, suivi par Superphénix, tous les deux réacteurs de 4e génération fonctionnant au sodium, ont dû être arrêtés en raison de leurs coûts exorbitants et des risques encourus par les réacteurs eux-mêmes au moment de la fission. Mais les questions de souveraineté énergétique dans le contexte géopolitique mondial, l'héritage de la recherche passée et l'émergence de nouvelles technologies de pointe expliquent cet engouement soudain pour les petits réacteurs modulaires dont les applications fascinent et offrent des débouchés nouveaux.

Dans le contexte en effet des enjeux climatiques et de la production d'énergie bas carbone pour continuer de satisfaire un capitalisme de l'abondance, le recours aux petits réacteurs nucléaires pourrait conduire à de juteuses rentes financières dans différents domaines allant du civil au militaire, en passant bien évidemment par le développement de l'IA :

- Remplacement des centrales fossiles par complément de l'offre nucléaire existante ou par substitution progressive des centrales à charbon, au gaz ou au fuel.
- Fourniture locale d'électricité ou de chaleur pour l'industrie, l'habitat urbain, la désalinisation de l'eau de mer, la production d'hydrogène, l'alimentation de data centers, le raffinage des hydrocarbures ou la propulsion navale par exemple.
- Développement de systèmes pour les sites isolés afin d'alimenter en électricité ou en chaleur les sites isolés, non connectés au réseau électrique classique, comme les îles, les missions scientifiques, voire les expéditions lunaires ; ou pour venir en soutien de sources intermittentes comme l'éolien et le solaire ; ou permettre encore l'installation de bases militaires ad hoc.

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

Mais ce marché mondial hypothétique est si fragmenté que les effets de série risquent de rester très réduits, voire inexistant, tant les besoins de production pour abaisser réellement les coûts de l'énergie semblent irréalistes. Même si les conditions d'industrialisation étaient toutes réunies, la série de SMR nécessaires pour abaisser le coût du kWh unitaire au niveau des grands réacteurs nucléaires serait de plusieurs centaines, voire des milliers d'unités. Toujours est-il que la Commission de Régulation de l'Énergie encourage fortement l'État français à poursuivre le financement public de la recherche dans ce domaine.



Newcleo : le miroir aux alouettes ?

En France, la firme Newcleo fait figure de grande favorite dans cette course à l'innovation, notamment par ses choix de rupture. Fondée en 2021 par Stefano Bueno, physicien nucléaire italien et entrepreneur à succès, Newcleo dispose de ramifications tentaculaires qui lui permettent de fonctionner par fusion et acquisition de sociétés expertes dans tel ou tel domaine de compétences nucléaires (principale source de ses bénéfices actuels). Elle n'hésite pas d'ailleurs

à recruter partout où elle le peut, depuis les hauts responsables de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection jusqu'aux cadres d'EDF en passant par d'anciens amiraux de la Marine nationale française¹. D'abord installée à Londres, Newcleo a déménagé son siège social à Lyon, en 2022, afin de bénéficier d'aides publiques conséquentes de la part de l'Etat français (déjà 15 millions versés dans le cadre du programme « France 2030 »), et elle dispose par ailleurs de fonds d'investissements conséquents venus de grosses fortunes italiennes et internationales (500 millions versés depuis 2021). Mais Newcleo a aussi des ramifications en Slovaquie et en Lituanie, pays qui cherchent à se nucléariser, et elle rêve d'investissements aux États-Unis où la spéculation sur les petits réacteurs nucléaires va bon train.

Mais c'est en France que Newcleo tente pour l'heure de développer son concept de filière complète à sept milliards d'euros en convoitant trois sites pour son implantation : Marcoule dans le Gard, pour y établir son centre de recherche et de formation ; Pont-sur-Seine et Marnay-sur-Seine dans l'Aube pour installer son usine pilote de combustible MOX (horizon 2030) et Beaumont-en-Véron, dans l'Indre et Loire, pour construire son réacteur expérimental de démonstration de 30 MW (horizon 2031). Ces lieux sont tous situés à proximité de centrales ou de centres nucléaires existants, avec réseaux ferroviaires et alimentations électriques idoines, qui permettent d'investir au sein d'un périmètre de sécurité avantageux pour les différentes phases de sa production. Car la firme Newcleo s'appuie ouvertement sur de nombreux relais politiques locaux ou nationaux afin d'accélérer les autorisations concernant son projet. Mais dans les faits tout n'est pas aussi simple et le temps presse. A Beaumont comme à Pont, le PLU des futures communes hôtes ne permet pas encore cette implantation à haut risque environnemental et même si Newcleo a

1. Lire à ce sujet [le dossier complet sur la filière Newcleo](#) de l'association Global Chance

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

recours à un puissant lobbying local², la multinationale se heurte pour l'instant à des réglementations très strictes qui pourraient ralentir un calendrier déjà très serré. D'autant que le délai d'examen des questions sécuritaires est lui aussi extrêmement réduit si on s'en tient aux prévisionnels. Il y a donc un réel risque que les procédures d'autorisation ne soient que trop simplifiées pour ces nouveaux chantiers de réacteurs standardisés à rebours des réglementations en vigueur³.

Un dossier d'option de sûreté nucléaire a donc été récemment soumis à l'ASN suite à la présentation du projet Newcleo devant l'ANCCLI (Association nationale des comités et commissions locales d'information) en juin 2025 et un débat organisé par la CNDP (Commission Nationale du Débat Public) devrait porter sur son possible déploiement entre avril et juillet 2026 ; soit après le débat public sur la gestion des matières et déchets radioactifs qui s'achèvera en février 2026 ; et juste après les élections municipales du printemps où le sujet de l'atome est un enjeux de taille dans certains territoires.

Cycle fermé et mythe d'une énergie sans fin

Nous l'avons vu, différents types de SMR sont en cours d'expérimentation, mais toutes ces technologies n'ont pas la même maturité et elles impliquent pour certaines de commencer par une étape de développement expérimental avant d'envisager un développement industriel. C'est à cet endroit du gué que se trouve Newcleo, qui pour sa part

2. Le 8 juillet 2025, Me Paoli-Gagin, sénatrice de l'Aube, tentait par exemple de faire modifier la loi Grémillet sur la sûreté nucléaire au Sénat par un amendement visant à simplifier l'installation de Newcleo dans l'Aube. A quelques jours du scrutin elle ne cachait pas le rôle de Newcleo dans l'écriture de cet amendement : «la loi "nouveau nucléaire", adoptée en 2023, dont l'esprit est d'assouplir le cadre juridique pour la construction de nouvelles installations nucléaires, n'intègre pas les installations de fabrication de combustible dans son périmètre. C'est précisément ce point que mon amendement, travaillé avec Newcleo, vise à débloquer.» Journal l'Est Éclair du 4 juillet 2025.

3. Notamment depuis la loi Huwart de novembre 2025 portant sur la simplification du droit de l'urbanisme).

a fait le choix d'une technologie de rupture avec un petit réacteur de type AMR à neutrons rapides refroidi par du plomb liquide ayant pour combustible du MOX, mélange de dioxyde d'uranium et de dioxyde de plutonium (Mixed Pu-U Oxyde en anglais). Le MOX s'est notamment imposé en France dans les années 1990 pour tenter de recycler l'uranium issu du cycle des centrales EPR. L'apport de plutonium enrichi permettant alors de déclencher une réaction fissile qui transforme l'uranium en nouveau plutonium, et qui, en théorie, permet donc de limiter la quantité de nouveaux déchets dans ce cycle. C'est là d'ailleurs, un des points clés de cette technologie Newcleo qui a sûrement séduit les technocrates élyséens : permettre enfin de résoudre le cycle fermé et vertueux du combustible, vieux mantra du nucléaire civil français depuis la création du centre de stockage de la Hague, dans les années 1960⁴.

En terme de communication, Newcleo prétend d'ailleurs pouvoir rendre à la France toute sa souveraineté énergétique (plus besoin d'uranium enrichi importé) pour résoudre d'un même geste la question des déchets nucléaires (des siècles d'énergie bas-carbone dorment dans nos stocks d'uranium appauvris à la Hague). « Avec notre procédé, nous pouvons offrir 7000 ans d'électricité bas carbone à la France », se vantait, il y a peu, Stephano Bueno, sur les plateaux de BFM TV. Quelle belle vitrine en effet pour appuyer le programme aval du futur, lui aussi voulu par le président Macron en 2024. Mais si sur le papier cette promesse à bel et bien de quoi séduire, la réalité est cependant beaucoup plus nuancée. Car pour prétendre au multi-retraitement des déchets d'uranium, Newcleo propose de porter la part du MOX qui alimentera ses futurs réacteurs à 28,6% de plutonium. Or actuellement, chez ORANO, seul producteur de MOX sur le territoire français, on utilise seulement 8,5% de plutonium dans le MOX et les déboires sont multiples : coût élevé

4. A ce sujet du nucléaire civile et de la gestion des déchets nucléaires sous la V République, voir le très pédagogique et réjouissant film du Comité Centrales « Notre terre mourra proprement ».

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

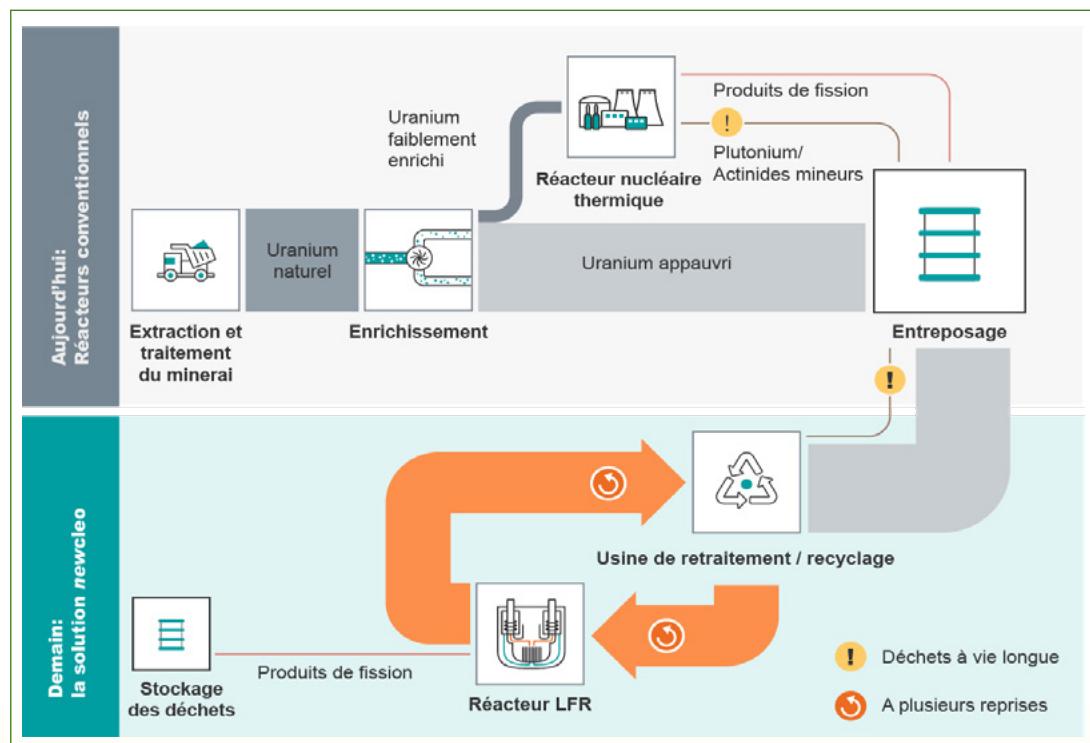
de la production (5 fois plus que pour l'uranium enrichi), pastilles de combustible peu homogènes, dysfonctionnement en réacteur et stockage par refroidissement compliqué en piscines (la toxicité radioactive du MOX étant multipliée de 5 à 7 fois par rapport aux combustibles à l'uranium utilisé en EPR). A l'étranger, le Japon a clairement décidé d'arrêter la production de MOX depuis le drame de Fukushima et les normes imposées sur les nouveaux réacteurs. Aux Etats-Unis, champions incontestés du nucléaire avec 94 réacteurs, le MOX reste un mirage abandonné faute de rentabilité. Sans compter sur les stocks de plutonium français, aujourd'hui sous contrôle militaire, qui de toute évidence poseront problème pour garantir la souveraineté annoncée par la firme transalpine. Enfin, si nous évoquions plus haut les déboires de feu Super-phénix et de son calopore au Sodium, il semble nécessaire de rappeler qu'à ce jour aucun réacteur électro-nucléaire n'a fonctionné avec du plomb liquide à l'échelle industrielle, excepté dans la flotte des sous-marins russes à propulsion nucléaire embarquée, avec de graves accidents dus à la corrosion

des métaux durant les années 1960-70. Cet héritage complexe invite à la plus grande prudence.

Si Newcleo se targue en effet d'une technologie verte et innovante, il est utile de rappeler ici qu'un apport massif de plutonium dans la fission nucléaire augmente les risques d'instabilité d'un bout à l'autre de la chaîne, qui plus est dans un réacteur à neutrons rapides refroidi avec du plomb liquide. Différents acteurs de la veille nucléaire en France, et plus spécifiquement sur le cas Newcleo (Global Chance, Stop Newcleo), ont alerté sur ces risques majeurs et attendent avec impatience le dévoilement du plan de sûreté Newcleo qui devrait être rendu public au début de l'année 2026.

Un risque de privatisation des usages

Si la bulle SMR semble fragile tant sur le plan technique que sur le plan économique, son émergence suscite un certain nombre de craintes concernant la possible dispersion de savoir-faire technologiques et l'exploitation de matériaux sensibles. La présence d'une entreprise



Etude du cycle fermé du combustible nucléaire par multi-recyclage de la filière Newcleo (source newcleo.com)

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

aussi volatile que Newcleo sur notre territoire n'échappe pas à ces inquiétudes et concentre à elle seule toutes les problématiques liées aux nouveaux usages et aux risques de privatisation de cette filière nucléaire.

Fidèle à son entreprise d'ubérisation de la « Start-up Nation » le président Macron s'est voulu volontaire pour relancer le nucléaire français, mais tout l'enjeu démocratique de ses usages s'en est trouvé confisqué sans cadrage de programmation pluriannuelle de l'énergie. D'abord sur le plan purement sécuritaire des installations comme sur le contrôle des stocks de plutonium enrichi (pour le MOX) dans le contexte de graves tensions géopolitiques généralisées. Nucléaire civil et nucléaire militaire restent intimement liés et les risques sont immenses de voir des menaces planer sur les infrastructures, qui plus est modulaires et mobiles, encore plus vulnérables. Car si les SMR peuvent offrir un accès à de l'énergie en toutes circonstances, ils ouvrent aussi la porte à une militarisation de territoires difficiles d'accès et à une nucléarisation de lignes de frictions, possiblement hors du contrôle des instances de régulation normalement habilitées. Que dire aussi du transport de plutonium, matière hautement radioactive, entre les différents sites de production, de combustion et de stockage de la filière MOX. Que dire encore des risques de sa prolifération quand quatre kilos de plutonium seulement suffisent à produire une bombe — ce n'est d'ailleurs pas pour rien que la Grande-Bretagne a refusé de céder son stock de plutonium à Newcleo du temps de son siège londonien. Et que dire enfin des normes de sécurité nécessaires à ce genre d'installations destinées à des sites industriels, qui sont parfois bien plus proches de zones densément peuplées que ne le sont les gros sites nucléaires aujourd'hui. De graves risques de pollution à proximité des villages et des habitations ne sont pas à exclure et dès lors, les démonstrations de sûreté de ces réacteurs devront fournir la preuve que les rejets restent négligeables. Là

encore le dossier de sûreté devrait en dévoiler prochainement les contours.

Un autre aspect problématique réside dans la possible privatisation de la filière nucléaire par capitalisation de fonds privés. Si aujourd'hui EDF a le monopole du nucléaire en France et travaille déjà main dans la main avec des acteurs privés comme l'ANDRA ou ORANO, que pouvons-nous espérer de ces start-up vouées à la fructification de leur économie et à la revente de leur savoir faire comme de leur capital ? Un risque majeur pèse donc sur la gestion civile et démocratique de ces petits réacteurs nucléaires qui fournissent, certes, une énergie décarbonée mais sûrement pas exempte de coûts environnementaux et sociaux pour l'heure non étudiés. A ce propos, un rapport de la Commission de Régulation sur l'Energie a clairement souligné les enjeux de cette filière SMR dont « les projets ont besoin d'être identifiés suffisamment tôt par les collectivités et les industriels afin que des sites pouvant les héberger soient sécurisés, ce qui permettra d'anticiper la communication sur les projets tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale, en faciliter l'acceptabilité et ainsi « dérisquer » les projets pour faciliter leur financement ».

Mais bien au-delà encore de ces considérations purement matérielles, sécuritaires ou environnementales, l'actualité des SMR interroge sur le modèle même de croissance que nous voulons porter. On le sait, et l'histoire nous le rappelle trop souvent, aucune source d'énergie nouvelle ne remplace les anciennes. Toutes se cumulent pour offrir toujours plus de dépenses entropiques aux nouveaux paradigmes de la consommation augmentée du capitalisme avide de profits et de rentes. C'est à cet enjeu énorme que nous confrontent les SMR, surtout à l'heure où la Tech autoritaire, dont les besoins énergivores sont sans cesse grandissants, a envahi nos vies. Si la question des biens communs devient cruciale pour penser les enjeux d'un monde soutenable, la question du

Newcleo et la bulle SMR : le mirage d'une énergie sans fin.

coût de notre énergie et des usages de celle-ci ne doivent-ils pas rester au fondement même de notre contrat social ? C'est tout l'objet d'une multitude de travaux récents, comme ceux de Jean-Baptiste Fressoz (Sans transition), de Lucas Chancel (Énergie et inégalités, une histoire politique) ou ceux d'Attac (L'énergie est notre avenir, socialisons-la), qui reviennent sur cette nécessaire socialisation des ressources, électricité en tête, si nous voulons garder la main sur la question des inégalités face à l'accès aux ressources. Car il ne pourra y avoir de réelle transition, et donc de décarbonation viable ni d'équilibre mondial, que par un changement radical de nos modèles productivistes et consuméristes au profit d'une décroissance planifiée et organisée collectivement loin du technosolutionnisme mortifère du capitalisme triomphant.

La volonté d'étendre le nucléaire à une nouvelle organisation géopolitique mondiale trouvera-t-elle donc les moyens de son déploiement grâce aux petits réacteurs modulaires ? Les SMR survivront-ils à leurs promesses technologiques hâtives comme aux vents contraires des restrictions budgétaires qui menacent les financements publics un peu partout dans le monde ? La société Newcleo passera-t-elle le cap attendu de l'hiver ? Pour l'instant tout est affaire de gros sous, et l'entreprise, en graves difficultés financières, pourrait abandonner la course faute de nouveaux investisseurs. D'autant qu'un récent rapport de la [World Nuclear Industry](#) met en doute le potentiel réel du marché de ces mini-réacteurs qui pour l'heure n'ont pas démontré «comment la promesse de baisse des coûts pourrait être tenue». Et d'ajouter : «sous l'angle économique, l'urgence climatique n'est pas un argument pertinent pour justifier la relance du nouveau nucléaire». Si la bulle SMR du moment ne présage donc rien de bon quant à son explosion attendue par de nombreux observateurs internationaux, elle ne doit pas masquer les graves dérives que la filière nucléaire emprunte par le biais de cette nouvelle expansion

stratégique. La chute s'annonce brutale mais elle a le mérite d'alerter sur le devoir de vigilance qui est le nôtre pour garder à l'esprit les notions même d'usage, de droit et de bien commun pour un futur désirable sur une planète habitable.

JN.

Ressources en ligne :

[Une étude dédié aux SMR sur le site Connaisance des énergies](#)

[Un dossier complet de l'association Global Chance](#)

[Dossier SMR de la gazette du nucléaire](#)

[Un panorama du marché des SMR dans le monde](#)

[Tribune du collectif Stop Newcleo](#)

Lectures :

Sans transition, Jean-Baptiste Fressoz, éditions du Seuil, 2024

Énergie et inégalités, une histoire politique, Lucas Chancel, éditions du Seuil, 2025

L'énergie est notre avenir, socialisons-la, ouvrage collectif, Attac / Les liens qui libèrent, 2025



Vue projetée de l'usine Mox de Newcleo dans l'Aube, en bordure de la Seine et de la Réserve Naturelle de la Bassée Champenoise (source [newcleo.com](#)).